



HAUTE AUTORITÉ
POUR LA TRANSPARENCE
DE LA VIE PUBLIQUE

**Délibération n° 2017-111 du 12 juillet 2017
relative aux conditions de fonctionnement du site internet de la Haute Autorité pour la
transparence de la vie publique**

Vu l'article L.O. 135-2 du code électoral,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 321-1 à L. 322-6,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment ses articles 5, 18-1 et 18-3,

Vu le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, notamment son article 6,

Vu le décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts, notamment son article 6,

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés du 13 octobre 2016,

Après en avoir délibéré le 12 juillet 2017,

Décide :

Article 1^{er}

Le site internet public unique mentionné à l'article 6 du décret du 23 décembre 2013 susvisé et à l'article 6 du décret du 9 mai 2017 susvisé est le site internet de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Chapitre 1^{er} : Publication des déclarations de situation patrimoniale et d'intérêts

Article 2

La publication des déclarations mentionnées à l'article 6 précité s'effectue au format PDF, selon les modèles figurant en annexe n° 1 de la présente délibération ainsi que dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

Le site internet de la Haute Autorité indexe les déclarations et les appréciations publiées et permet la recherche d'une déclaration notamment par nom, par type de déclaration, par département d'élection et par type de mandat ou de fonction.

Article 3

Le site internet de la Haute Autorité fournit une liste des déclarations publiées qui précise notamment, pour chaque déclaration, les nom et prénom du déclarant, le mandat détenu ou les fonctions occupées, le département d'élection et la date de publication. Cette liste est publiée dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

Chapitre 2 : Publication du répertoire des représentants d'intérêts

Article 4

Le répertoire des représentants d'intérêts mentionné à l'article 18-1 de la loi du 11 octobre 2013 susvisée contient les informations prévues aux articles 2 et 3 du décret du 9 mai 2017 précité, telles qu'elles sont communiquées à la Haute Autorité par les représentants d'intérêts. Ces informations sont publiées au format html ainsi que dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

Article 5

Le site internet de la Haute Autorité indexe les informations publiées pour chaque représentant d'intérêts et permet leur recherche notamment par date d'inscription au répertoire, par localisation géographique et par type de représentant d'intérêts au regard de la liste figurant en annexe n° 2 de la présente délibération.

Article 6

Lorsqu'un représentant d'intérêts a indiqué à la Haute Autorité avoir cessé son activité, il est fait mention, sur l'espace du site internet qui lui est consacré, de la date de cette cessation.

Les informations qui le concernent demeurent sur le site de la Haute Autorité pendant une durée de cinq ans à compter de la date de leur publication. Si le représentant d'intérêts n'a pas repris

son activité à l'expiration du délai de publication de la dernière information publiée, l'espace du site internet qui lui est consacré est supprimé.

Chapitre 3 : Dispositions communes

Article 7

Les déclarations et les appréciations publiées sur le site internet de la Haute Autorité, la liste prévue à l'article 3 et les informations du répertoire numérique des représentants d'intérêts, peuvent être réutilisées librement, conformément aux dispositions de l'article L. 322-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Cette réutilisation s'effectue dans le cadre d'une licence ouverte, libre et gratuite, dans le respect des conditions prévues à l'article L. 322-1 du même code.

Article 8

La Haute Autorité prend les mesures techniques nécessaires pour assurer la disponibilité et l'intégrité des informations publiées sur son site internet. Les déclarations qui y sont publiées, de même que les informations du répertoire des représentants d'intérêts, sont signées électroniquement par la Haute Autorité afin d'en garantir l'intégrité.

Article 9

Le droit de rectification prévu à l'article 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès de la Haute Autorité.

Article 10

Le président de la Haute Autorité est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera publiée sur son site internet.

Annexe n° 1 : Modèles de déclarations de situation patrimoniale et d'intérêts



HAUTE AUTORITÉ
POUR LA TRANSPARENCE
DE LA VIE PUBLIQUE

TYPE DE DÉCLARATION

NOM DU DÉCLARANT
Prénom du déclarant
En qualité de ...

Élu(e) ou nommé(e) le :
Déclaration déposée le :

Renseignements personnels :

Année de naissance :

Adresse :

Régime matrimonial :

Commentaire :

1° Les immeubles bâtis et non bâtis

Description	Régime juridique	Entrée dans le patrimoine	Prix d'acquisition	Valeur vénale
<i>Nature du bien</i> <i>Adresse</i> Superficie du bâti : Superficie du non-bâti : Commentaires :	<i>Régime juridique</i> Droit-réel : Quote-part détenue :	Date : Origine de propriété :	<i>Prix</i> Montant des travaux :	<i>Valeur</i>

2° Les parts de sociétés civiles immobilières

Dénomination de la SCI	Actif	Passif	Capital détenu	Droit réel exercé sur les parts de la société	Valeur vénale totale des parts détenues
<i>Dénomination</i> Commentaires :	[<i>S'il existe des biens détenus pour cette SCI alors « Voir ci-dessous pour les immeubles. »</i>] <i>Autres actifs</i>	<i>Passif</i>	<i>Capital détenu</i>	<i>Droit réel</i>	<i>Valeur</i>

Biens immobiliers détenus par la SCI :

Description	Régime juridique	Entrée dans le patrimoine de la SCI	Prix d'acquisition	Valeur vénale de la quote-part détenue par la SCI
<i>Nature du bien</i> <i>Adresse</i> Superficie bâti : Superficie non-bâti : Commentaires :	Droit-réel : Quote-part détenue par la SCI :	Date : Origine de propriété :	<i>Prix</i> Montant des travaux :	<i>Valeur</i>

3° Les autres valeurs mobilières non cotées en bourse

Dénomination de l'entreprise	Droit réel	Pourcentage de participation dans le capital social	Valeur vénale
<i>Dénomination</i> Commentaires :	<i>Droit réel</i>	<i>Participation</i>	<i>Valeur</i>

4° Les instruments financiers

Description	Valeur vénale
Description : Titulaire : Commentaires :	<i>Valeur</i>

5° Les assurances vie

Description	Valeur de rachat
Etablissement : Date de souscription : Souscripteur : Référence : Commentaires :	<i>Valeur</i>

6° Les comptes bancaires courants et les produits d'épargne

Description	Solde
Description: Titulaire: Commentaires :	<i>Valeur</i>

7° Les biens mobiliers divers, lorsque leur valeur unitaire est égale ou supérieure à 10 000 €

Description	Valeur vénale
<i>Description</i> Commentaires :	<i>Valeur</i> Type d'estimation :

8° Les véhicules à moteur

Description	Entrée dans le patrimoine	Valeur vénale
Type de véhicule Marque : Commentaires :	Année : Valeur d'achat :	Valeur

9° Les fonds de commerce, les clientèles, les charges et les offices

Description	Actif	Endettement	Dernier résultat fiscal	Pour les fonds de commerce, valeur vénale
Type de bien Description : Commentaires :	Actif	Dettes	Résultat	Valeur

10° Les espèces et les autres biens, dont les comptes courants de société ou les stock-options, d'une valeur supérieure ou égale à 10 000 €

Description	Valeur vénale
Description Société : Commentaires :	Valeur

11° Les biens mobiliers, immobiliers et les comptes détenus à l'étranger

Description	Valeur vénale
Nature du bien Localisation : Description : Commentaires :	Valeur

12° Les éléments du passif, y compris les dettes de nature fiscale

Identification et adresse du créancier	Nature, date et objet de la dette	Montant total de l'emprunt	Montant des mensualités	Somme restant à rembourser
<i>Créancier</i> <i>Adresse</i> <i>Commentaires :</i>	<i>Nature de la dette</i> <i>Date:</i> <i>Objet:</i>	<i>Montant</i>	<i>Mensualités</i> <i>Durée de l'emprunt :</i>	<i>Restant dû</i>

[Si DSPFM]

13° Les revenus perçus chaque année depuis le début du mandat ou des fonctions

Année :	Déclarant	Conjoint-communauté
<i>Catégories de revenus</i>	<i>Montant par catégorie</i>	<i>Montant par catégorie</i>
Somme des revenus perçus sur l'année	<i>Revenu total</i>	<i>Revenu total</i>

Commentaire :

14° Les évènements majeurs ayant affecté la composition du patrimoine du déclarant

Nature et date des évènements	Conséquences de l'évènement sur la composition du patrimoine
<i>Nature de l'évènement</i> <i>Date :</i> <i>Commentaires :</i>	<i>Conséquences de l'évènement</i>

Observations

Je soussigné XXX certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration.

Fait, le XXX

Signature : Nom et prénom du déclarant



HAUTE AUTORITÉ
POUR LA TRANSPARENCE
DE LA VIE PUBLIQUE

TYPE DE DÉCLARATION

NOM DU DÉCLARANT
Prénom du déclarant

En qualité de ...

*Élu(e) ou nommé(e) le :
Déclaration déposée le :*

Renseignements personnels :

Année de naissance :

Adresse :

Renseignement déclaré sur l'OPH (*si pertinent*)

Nombre de logement :

Renseignement déclaré sur la société (*si pertinent*)

Chiffre d'affaire de l'année précédant la nomination :

Nom du groupe auquel appartient la société :

1° Les activités professionnelles donnant lieu à rémunération ou gratification exercées à la date de l'élection ou de la nomination ou au cours des cinq années précédant la déclaration

Description	Rémunération ou gratification
Employeur : de XXX à XXX Description Commentaire:	<i>Montant de la rémunération par année</i>

2° Les activités de consultant exercées à la date de l'élection ou de la nomination ou au cours des cinq années précédant la déclaration

Description	Rémunération ou gratification
Employeur : de XXX à XXX Description Commentaire:	<i>Montant de la rémunération par année</i>

3° Les participations aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société à la date de l'élection ou de la nomination et au cours des cinq années précédant la date de la déclaration

Description	Rémunération ou gratification
Organisme : de XXX à XXX Description Commentaire:	<i>Montant de la rémunération par année</i>

4° Les participations financières directes dans le capital d'une société à la date de l'élection ou de la nomination

Description	Rémunération ou gratification perçue au cours de l'année précédente
Société : Évaluation Nombre de parts détenues : Pourcentage du capital détenu : Commentaire :	<i>Rémunération</i>

5° Les activités professionnelles exercées à la date de l'élection ou de la nomination par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin

Nom	Activité professionnelle
<i>Nom du conjoint</i>	Employeur : <i>Description</i> Commentaire :

6° Les fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts

Nom et objet social de la structure ou de la personne morale	Description des activités et responsabilités exercées
<i>Nom de la structure</i>	<i>Description des activités</i> Commentaire :

7° Les fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection ou de la nomination

Description	Rémunération, indemnité ou gratification
<i>Description de XXX à XXX</i> Commentaire :	<i>Montant de la rémunération par année</i>

8° Les collaborateurs parlementaires

Nom	Description des autres activités professionnelles exercées
<i>Nom et prénom</i>	Employeur : <i>Description</i> Commentaire :

Observations

Je soussigné XXX certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration.

Fait, le XXX

Signature : Nom et prénom du déclarant

Annexe n° 2 : Critères de recherche par type de représentants d'intérêts

1. Sociétés :
 - Société commerciale
 - Société civile professionnelle (autre que cabinet d'avocat)

2. Avocats et consultants :
 - Cabinet d'avocats
 - Avocat indépendant
 - Cabinet de conseil
 - Consultant indépendant

3. Organismes représentatifs :
 - Organisation professionnelle
 - Syndicat
 - Chambre consulaire

4. Organisations non gouvernementales :
 - Association
 - Fondation
 - Organisme de recherche ou de réflexion
 - Autre organisation non gouvernementale

5. Organismes publics exerçant une activité industrielle et commerciale :
 - Etablissement public industriel et commercial
 - Groupement d'intérêt public industriel et commercial

6. Autres organismes